

Le risque aujourd'hui, c'est la disparition du Liban



Article rédigé par *lorientlejour.com*, le 28 août 2020

Source [*lorientlejour.com*] Les responsables « se phagocytent entre eux pour faire consensus sur l'inaction, cela n'est plus possible », lance le chef du Quai d'Orsay.

C'est un véritable cri d'alarme face au danger d'une « disparition du Liban » que le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a lancé hier à l'heure où la mise sur pied d'un nouveau gouvernement capable d'opérer des réformes bute toujours sur les obstacles habituels relevant des guéguerres politiques, et sur une « inaction » des responsables, que M. Le Drian a critiquée sur un ton particulièrement sévère.

Quelques jours avant l'arrivée d'Emmanuel Macron, attendu lundi soir à Beyrouth, la France a réitéré son appel à la formation rapide d'un gouvernement et à l'adoption par le Liban de réformes « d'urgence », prévenant que ce pays courait sinon le risque de disparaître. « Le risque aujourd'hui, c'est la disparition du Liban. Donc il faut que ces mesures (de réformes) soient prises », a martelé M. Le Drian dans une interview accordée à la radio RTL.

Dans la foulée de la visite du président français qui était venu à Beyrouth le 6 août, deux jours après la gigantesque explosion qui a meurtri la ville, le chef du Quai d'Orsay a souligné que ces réformes ne pouvaient être menées par la classe politique actuelle, conspuée par les Libanais. S'en prenant aux responsables libanais, il a lancé sans détour : « Ils se phagocytent entre eux pour faire consensus sur l'inaction. Cela n'est plus possible et nous le disons avec force. Le président de la République l'a dit lorsqu'il s'est rendu au Liban le 6 août, il va le redire lorsqu'il sera à Beyrouth mardi. »

« Chacun sait ce qu'il faut faire, mais il n'y a plus de gouvernement en ce moment au Liban », a-t-il poursuivi. Et le ministre français de renchérir : « Il faut que se reconstitue un gouvernement, il faut qu'ils le fassent vite parce qu'il y a urgence, à la fois urgence humanitaire et sanitaire (...) et puis urgence politique si l'on veut que ce pays tienne. » « Ce pays est au bord du gouffre. Il y a la moitié de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté, il y a une jeunesse désemparée, il y a une situation de chômage qui est épouvantable, une inflation ahurissante », a énuméré le ministre. Il faut pour cela former un « gouvernement de mission » qui puisse rapidement mettre en œuvre les « réformes indispensables parce que autrement, la communauté internationale ne sera pas au rendez-vous », a-t-il répété. « On ne va pas signer de chèque en blanc pour un gouvernement qui ne met pas en œuvre des réformes que tout le monde connaît », a-t-il insisté, citant notamment celles des services publics et du système bancaire.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)